

**ATTENTION SUR:**

***Les difficultés d'application du principe « compétence-compétence »  
en matière d'arbitrage***

Le Professeur à l'Université UPF de la Polynésie française (précédemment à l'Université de Bordeaux): **Sandrine Sana-Chaillé de Néré**, a bien voulu analyser pour les lecteurs de notre Newsletter la décision rendue par la Cour d'appel de Lyon le 04/02/2021.

En raison du principe « compétence-compétence », c'est bien le Tribunal arbitral qui doit statuer sur la validité ou l'applicabilité d'une clause compromissoire.

**Commentaires du Pr. Sandrine Sana-Chaillé de Néré:**

Un arrêt rendu par la Cour d'appel de Lyon, le 4 février 2021, illustre une nouvelle fois les difficultés d'application du principe compétence-compétence en matière d'arbitrage. Ce principe, porté par l'article 1448 CPC pour l'arbitrage interne, et étendu à l'ordre international par l'article 1506 du même Code, implique qu'en présence d'une clause compromissoire dont la validité ou l'applicabilité est contestée, c'est le tribunal arbitral qui statue sur cette clause et détermine si, oui ou non, le litige doit être porté devant lui. Alors même que la Cour de cassation impose globalement un respect rigoureux de ce principe, sa mise en œuvre continue de susciter des divergences entre les juridictions, ce qui ne manque pas de nourrir le contentieux.

La raison de ces difficultés se trouve, chacun le sait, dans l'exception que connaît le principe compétence-compétence, qui permet au juge étatique de se saisir du litige, en dépit de l'existence d'une clause compromissoire, dans l'hypothèse où ladite clause serait manifestement nulle ou manifestement inapplicable et que le tribunal arbitral ne serait pas encore saisi. La mise en œuvre de cette exception est sujette à débats en raison de la multiplicité des figures contractuelles au sujet desquelles elle peut intervenir.

En l'espèce, une entreprise française avait conclu avec une société turque un contrat de commission de transport dont l'objet était d'organiser le transport de trois silos et une tour de réfrigération, de Turquie jusqu'en Angleterre, de porte à porte. Il donna lieu à la conclusion d'un contrat d'affrètement de navire entre le commissionnaire et le transporteur maritime. Cette charte-partie fut complétée par un document annexe signé par la société expéditrice de la marchandise qui précisait que « toutes les clauses de la charte générale Uniforme Gencon 1994 pour le navire *M/V Christa* prévalent et sont applicables à la société (expéditrice) par signature de la Charte-partie par son expéditeur ». La société expéditrice, qui n'était pas partie au contrat d'affrètement, se reconnaissait donc néanmoins liée par les dispositions de la Charte-partie, laquelle contenait une clause d'arbitrage.

A l'occasion du voyage maritime, des frais d'immobilisation du navire survinrent et la partie routière du transport fut finalement plus coûteuse que prévu. Ces frais furent payés par le commissionnaire au transporteur sans donner lieu à litige. Le contentieux survint lorsque le commissionnaire en demanda le remboursement à l'expéditrice. Le tribunal de commerce de Lyon fut saisi conformément aux conditions générales du contrat de commission mais la compétence de la juridiction lyonnaise fut contestée par l'expéditrice qui estimait que le litige devait être porté devant un tribunal arbitral en vertu de la clause compromissoire contenue dans la charte-partie. Le tribunal de commerce considéra cependant que la clause d'arbitrage contenue dans la charte-partie était manifestement inapplicable au litige et il se déclara compétent sur la base de l'article 1448 CPC.

La Cour d'appel de Lyon, saisie de cette décision, rappelle à très juste titre qu'en présence d'une clause compromissoire, le juge étatique ne peut se déclarer compétent que si la clause est *manifestement* nulle ou inapplicable. Or, une inapplicabilité manifeste est une inapplicabilité évidente, qui saute aux yeux. En d'autres termes, si l'applicabilité de la clause mérite une analyse un tant soit peu approfondie, c'est que la clause n'est pas manifestement inapplicable et, dans ce cas, le juge étatique doit impérativement laisser au tribunal arbitral le soin de se prononcer sur le sort de la clause.

Or, en l'espèce, le schéma contractuel ne permettait pas de dire qu'à l'évidence la clause n'était pas applicable. En effet, même si la clause compromissoire contenue dans le contrat d'affrètement était destinée à régir les relations entre le commissionnaire de transport et le transporteur maritime, la société expéditrice avait adhéré à la charte-partie. Or, dans un contexte où, depuis des années, la Cour de cassation étend le rayonnement des clauses compromissoires très au-delà des seules personnes qui les ont signées (et ce dans tous les domaines de l'arbitrage), il était peu probable qu'une clause incluse dans un contrat auquel la personne qui s'en prévalait avait adhéré soit jugée manifestement inapplicable.

De ce seul fait, la Cour d'appel de Lyon pouvait, à juste titre, considérer que l'applicabilité ou la non-applicabilité de la clause compromissoire méritait une analyse approfondie ; à tout le moins qu'elle supposait de se pencher sur la structure contractuelle de l'espèce. C'était montrer, par cela même, que la condition d'évidence posée par l'article 1448 CPC n'était pas remplie. Rien ne dit donc qu'*in fine*, la clause compromissoire sera imposée dans ce litige. Mais, là n'était pas la question. La question était de savoir qui, de l'arbitre ou du juge étatique, pouvait en décider.

En l'absence d'une inapplicabilité manifeste de la clause compromissoire, seul l'arbitre a compétence pour ce faire.

C'est ce qu'a très justement rappelé la Cour d'appel de Lyon<sup>1</sup>.

***<sup>1</sup>Pour une analyse approfondie de cet arrêt, voir les observations complètes dans le Droit maritime français (DMF), septembre 2021, p. 709.***

*Sachez que MARINE CONSULTANT est à votre disposition pour vous conseiller, et vous accompagner dans vos conflits, toujours sur une base «NO WIN, NO FEE ». Seuls les frais attachés à toute procédure seront à votre charge dans tous les cas.*

L'équipe de Marine Consultant

**FOCUS ON:**

***The difficulties in applying the principle of “competence-competence” in arbitration***

Professor at the UPF - University of French Polynesia (previously at the University of Bordeaux): **Sandrine Sana-Chaillé de Néré**, has kindly analysed, for our Newsletter’s readers, the decision rendered by the Court of Appeal of Lyon dated on February 4th, 2021. Because of the principle of "competence-competence", it is indeed the Arbitral Tribunal which must rule on the validity or the applicability of an arbitration clause.

**Comments from Pr. Sandrine Sana-Chaillé de Néré**

A decision rendered by the Lyon Court of Appeal on February 4th, 2021 once again illustrates the difficulties in applying the “competence-competence” principle in arbitration matters. This principle, underlined by article 1448 of the French Code of Civil procedure (CPC) for internal arbitration and extended for the international ones by article 1506 of the same Code, implies that in the presence of an arbitration clause whose validity or applicability is contested, it is the arbitral tribunal which rules on this clause and determine whether the dispute should be brought before it.

Even though the Court of Cassation generally imposes a strict respect of this principle, its implementation continues to give rise to differences between jurisdictions, which does not fail to develop dispute.

The reason for these difficulties can be found, as everyone knows, in the exception known by the principle of competence-competence, which allows the State judge to take up the dispute, despite the existence of an arbitration clause, in the event that said clause is manifestly null or manifestly inapplicable and when the Arbitration tribunal would not yet be seized.

The implementation of this exception is subject to debate due to the multiplicity of contractual parties on which this clause can intervene.

In this particular case, a French company had entered into a freight forwarding contract with a Turkish firm which purpose was to organize the transit -door to door- of three silos and a cooling tower, from Turkey to England. It gave rise to the conclusion of a vessel charter contract between the freight forwarder and a sea carrier. This charter-party was supplemented by an annexed document signed by the Shipper of the goods which specified that "all the clauses of the Gencon Uniform 1994 general charter for the vessel M/V Christa prevail and are applicable to the [Shipper] by signing the Charter-party by its [freight forwarder]”.

The shipper, who was not a party to the charter contract, therefore recognized itself as being nevertheless bound by the clauses of the Charter-party, which contained an arbitration clause.

During the sea voyage, Vessel's immobilization costs arose, and the road part of the transport was ultimately more expensive than expected. These costs were paid by the freight forwarder to the carrier without litigation. The dispute started when the freight forwarder asked compensation to the Shipper. The Commercial Court of Lyon was seized in accordance with the general conditions of the freight forwarding contract, but this jurisdiction was contested by the Shipper who considered that the dispute had to be brought before an arbitral tribunal by virtue of the arbitration clause contained in the charterparty. The Commercial Court considered, however, that the arbitration clause contained in the charter-party was clearly inapplicable to the dispute and declared himself competent on the basis of article 1448 CPC.

The Court of Appeal of Lyon, seized of this claim, rightly recalls that in the presence of an arbitration clause, the State judge can only declare himself competent if the clause is manifestly void or inapplicable. However, a “manifest inapplicability” is an obvious inapplicability, an inapplicability which is crystal clear. In other terms, if the applicability of the clause merits a minimum of analysis, it means that the clause is not manifestly inapplicable and, in this case, the State judge must imperatively let the arbitral tribunal rule on the clause.

In the present case, the contractual scheme did not make it possible to say that the clause was obviously inapplicable. Indeed, even if the arbitration clause contained in the charter contract was intended to govern relations between the freight forwarder and the shipping company, the Shipper had adhered to the charter-party thanks to the annexed document.

In a context where, for years, the Court of Cassation has extended the influence of the arbitration clauses far beyond the only people who signed them (and this in all areas of arbitration), here it was unlikely that the arbitration clause included in a contract in which the party adhered to was to be considered manifestly inapplicable as this latest was relying on it in front of the Judge.

From this only fact, the Court of Appeal of Lyon could, rightly, consider that the applicability or non-applicability of the arbitration clause deserved an in-depth analysis; at least on the contractual structure in place. This was to show, by that very fact, that the condition of evidence from Article 1448 CPC was not provided. Nothing says that in fine the arbitration clause will be applicable in this case but that was not the question raised here. The question was to know who, between the arbitrator or the State judge, could rule on this arbitration clause.

In the absence of a manifest inapplicability of the arbitration clause, only the arbitrator has the competence to do so.

This is rightly recalled by the Lyon Court of Appeal<sup>1</sup>.

***<sup>1</sup>For an in-depth analysis of this judgment, you can read full observations in the DMF from September 2021, p. 709.***

***Know that MARINE CONSULTANT is at your disposal to advise you, and accompany you in your conflicts, always on a "NO WIN, NO FEE" basis. Only the costs attached to any procedure will be payable by you in all cases.***

Marine Consultant team